

Par arrêté en date du 29 décembre 1967, est nommé en qualité de membre du conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales de la Corse (20-1), en tant que représentant des salariés et sur désignation de la confédération générale des cadres : M. Muracciole (Georges), en remplacement de M. Raffali (Sextius), démissionnaire.

Par arrêté en date du 29 décembre 1967, est nommé en qualité de membre du conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales du Gard (30-1), en tant que représentant des employeurs et travailleurs indépendants et sur désignation du bureau de l'assemblée permanente des chambres de métiers : M. René Tisse, en remplacement de M. Paul Thierry, démissionnaire.

Par arrêté en date du 29 décembre 1967, est nommé en qualité de membre du conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales de l'Yonne (89-1), en tant que représentant des employeurs et travailleurs indépendants et sur désignation de l'union nationale des professions libérales : M. Georges Horry, en remplacement de M. Raymond Tresal.

Conseils d'administration de caisses primaires d'assurance maladie.

Par arrêté en date du 29 décembre 1967, est nommé en qualité de membre du conseil d'administration de la caisse primaire d'assurance maladie du Puy-de-Dôme, en tant que représentant des employeurs et sur désignation du conseil national du patronat français : M. Mahe (Georges), en remplacement de M. Rougeron (Maurice), démissionnaire.

Par arrêté en date du 29 décembre 1967, est nommé en qualité de membre du conseil d'administration de la caisse primaire d'assurance maladie de la Savoie, en tant que représentant des employeurs et sur désignation du conseil national du patronat français : M. Boutray (Jean), en remplacement de M. Lafon (Georges), démissionnaire.

Par arrêté en date du 29 décembre 1967, est nommé en qualité de membre du conseil d'administration de la caisse primaire d'assurance maladie de Nantes, en tant que représentant des salariés et sur désignation de la confédération générale des cadres : M. Luzuric (Jean), en remplacement de M. Curmi (Jean-Charles), démissionnaire.

Conseil d'administration d'une caisse régionale d'assurance maladie.

Par arrêté en date du 29 décembre 1967, est nommé en qualité de membre du conseil d'administration de la caisse régionale d'assurance maladie de Nantes, en tant que représentant des salariés et sur désignation de la confédération générale des cadres : M. Luzuric (Jean), en remplacement de M. Curmi (Jean-Charles), démissionnaire.

MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Approbation du budget du musée postal pour 1968.

Par arrêté du ministre des postes et télécommunications et du ministre de l'économie et des finances en date du 21 décembre 1967, a été approuvé le budget du musée postal pour 1968 fixé, tant en recettes qu'en dépenses, à la somme nette de 55.210 F.

Fixation de la taxe terminale unitaire française dans les relations téléphoniques France — Danemark et de la taxe applicable dans ces relations aux communications établies par voie automatique.

Le ministre des postes et télécommunications,

Sur la proposition du directeur général des télécommunications, Vu le code des postes et télécommunications (3^e partie), et en particulier les articles D. 291, D. 293 et D. 362 à D. 367 ;

Vu l'arrêté n° 2441 du 29 septembre 1960 portant fixation de la taxe terminale unitaire française dans les relations téléphoniques France — Danemark ;

Vu le décret n° 66-558 du 29 juillet 1966 portant modification du tarif des télécommunications dans le régime intérieur,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Dans les relations téléphoniques France — Danemark, le territoire métropolitain français constitue une zone unique de taxation.

Art. 2. — La taxe terminale unitaire française (part française) applicable dans les relations visées à l'article précédent est fixée à 1,55 franc-or.

Art. 3. — La taxe terminale unitaire française (part française) ci-dessus sera mise en vigueur à partir d'une date fixée par accord entre les administrations intéressées.

Art. 4. — Dans ces relations, les communications téléphoniques établies par voie entièrement automatique par l'intermédiaire d'un centre automatique de départ vers l'étranger sont taxées par impulsion périodique. L'intervalle de temps séparant deux impulsions consécutives est fixé à 6,5 secondes. Une impulsion correspond à une taxe de base du régime intérieur français.

Art. 5. — Les dispositions de l'arrêté n° 2441 du 29 septembre 1960 sont abrogées en ce qui concerne les relations téléphoniques France — Danemark.

Art. 6. — Le directeur général des télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 décembre 1967.

Pour le ministre et par délégation :
Le secrétaire général,
IVAN CABANNE.

Administration centrale.

Par arrêté du ministre des postes et télécommunications en date du 26 décembre 1967, a été réintégré, à compter du 9 décembre 1967, et affecté à la direction générale des télécommunications : M. Claveyrolas, directeur régional des télécommunications, précédemment détaché (art. 1^{er}, § 5, du décret modifié n° 59-309 du 14 février 1959) auprès du ministère des affaires étrangères en vue de servir en Algérie au titre de la coopération technique.

Services extérieurs.

Par arrêté du ministre des postes et télécommunications en date du 20 décembre 1967, a été chargé, avec son grade et son traitement actuels, sans indemnité pour frais de mission, des fonctions de directeur d'établissement de tri postal à Lyon-gare : M. Roubereau, chef de centre de tri postal de classe exceptionnelle à Valence-gare.

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967 portant modification des articles 4 et 6 de la loi susvisée ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu le décret n° 66-64 du 21 janvier 1966 fixant les attributions du ministre de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 19 septembre 1967 portant délégation de signature au colonel Crespin, directeur de l'éducation physique et des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les tableaux A et B annexés à l'arrêté du 30 juillet 1965 susvisé sont remplacés par les tableaux A 1, A 2 et B annexés au présent arrêté.

Art. 2. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} décembre 1967.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'éducation physique et des sports,
MARCEAU CRESPIN.

ANNEXES

TABLEAU A 1

GROUPE I

Certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (2^e partie).
 Certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (examen probatoire).
 Certificat d'aptitude à l'entraînement physique dans les milieux non scolaires (deux parties).
 Brevet de cadre de maîtrise d'éducation physique et sportive (armée de l'air).
 Brevet d'éducation physique et sportive militaire délivré en 1946, 1947 et 1948 (officiers ayant accompli une année à l'E. N. S. E. P.).
 Diplôme d'instructeur d'entraînement physique militaire délivré de 1946 à 1950 complété par une année d'étude à l'E. N. S. E. P.
 Certificat d'aptitude au professorat de la ville de Paris.
 Diplôme de l'institut libre d'éducation physique et sportive (bacheliers ou cadre national).

GROUPE II

Diplôme de maître d'éducation physique et sportive (2^e partie).
 Certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (1^{re} partie).
 Brevet d'Etat d'éducation physique et sportive.
 Brevet de moniteur 1942.
 Certificat d'aptitude à l'éducation physique (degré supérieur).
 Diplôme de l'école normale d'éducation physique féminine.
 Certificat d'aptitude pédagogique à l'entraînement physique dans les milieux non scolaires (1^{re} partie).
 Certificat d'études supérieures d'éducation physique et sportive délivré par un institut régional d'éducation physique.
 Brevet d'instructeur spécialisé d'entraînement physique dans le corps des sapeurs-pompiers (degré supérieur).
 Brevet du deuxième degré de spécialiste d'entraînement physique militaire (moniteur chef).
 Brevet d'entraînement physique militaire deuxième degré (moniteur d'E. P. M.).
 Brevet d'éducation physique et sportive militaire délivré de 1946 à 1948 par l'école normale de maîtres d'éducation physique.
 Diplôme d'instructeur d'entraînement physique militaire délivré de 1946 à 1950 à des officiers.
 Diplôme 4 et 4 bis de l'école normale de gymnastique et d'escrime de Joinville.
 Diplôme 5, 6 ou 9 de l'école supérieure de Joinville.
 Certificat délivré après l'examen de recrutement des professeurs suppléants de la ville de Paris (professeur délégué).

Diplôme de maître de gymnastique délivré par le ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.
 Diplôme de l'institut libre d'éducation physique supérieure.
 Diplôme de moniteur d'éducation physique de l'enseignement libre (2^e degré).
 Diplôme d'éducateur délivré par la fédération française d'éducation physique.

GROUPE III

Diplôme de maître d'éducation physique et sportive (1^{re} partie).
 Brevet d'instructeur spécialisé d'entraînement physique dans le corps des sapeurs-pompiers.
 Brevet du premier degré de spécialiste d'entraînement physique militaire.
 Brevet d'entraînement physique militaire premier degré (moniteur d'E. P. M.).
 Diplôme d'entraînement physique militaire (moniteur d'E. P. M.).
 Diplôme de moniteur d'éducation physique de la préfecture de police.
 Diplôme de moniteur d'éducation physique et des sports de la marine nationale.
 Diplôme de moniteur deuxième degré délivré par la fédération française d'éducation physique.
 Diplôme de monitrice d'éducation physique et sportive degré supérieur délivré par la fédération sportive et culturelle de France.
 Diplôme de moniteur de gymnastique et d'éducation physique deuxième degré délivré par la fédération sportive et culturelle de France.

GROUPE IV

Brevet d'aide-moniteur d'éducation physique et sportive.
 Certificat d'entraînement physique militaire n° 2.
 Diplôme d'entraînement physique militaire (aide-moniteur E. P. M.).
 Certificat d'entraînement physique militaire (aide-moniteur E. P. M.).
 Certificat d'aide-moniteur physique et des sports de la marine nationale.
 Diplôme de moniteur d'éducation physique de l'enseignement libre (1^{re} degré).
 Diplôme de moniteur premier degré délivré par la fédération française d'éducation physique.
 Diplôme de monitrice d'éducation physique et sportive premier degré délivré par la fédération sportive et culturelle de France.
 Diplôme de moniteur de gymnastique et d'éducation physique premier degré délivré par la fédération sportive et culturelle de France.

TABLEAU A 2

(Brevets de spécialité autorisant leurs titulaires à diriger une salle.)

Brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique : arrêté du 4 octobre 1965.

TABLEAU B

Diplômes à trois ou quatre niveaux.

TITRES ET DIPLOMES	NIVEAU I	NIVEAU II	NIVEAU III	NIVEAU IV
Alpinisme : Loi du 18 février 1948.	Aspirant guide : Décret du 24 août 1962. Décret du 8 octobre 1954. Décret du 8 décembre 1959.	Certificat d'aptitude à l'enseignement alpin : Arrêté du 4 août 1961.	Guide de montagne : Décret du 3 février 1950. Décret du 8 octobre 1954. Décret du 8 décembre 1959.	Guide de haute montagne : Décret du 8 décembre 1959. Décret du 8 octobre 1954.
Ski : Loi du 18 février 1948. Décret du 26 septembre 1951.	Educateur scolaire de ski : Arrêté du 28 novembre 1958.	Certificat de capacité à l'enseignement du ski : Décret du 26 septembre 1951. Arrêté du 26 novembre 1962.	Moniteur auxiliaire de ski : Décret du 26 septembre 1951. Arrêté du 26 novembre 1962.	Moniteur de ski : Décret du 26 septembre 1951. Arrêté du 26 novembre 1962.
Football : Arrêté du 24 mai 1966.	Initiateur :	Moniteur :	Entraîneur :	Entraîneur instructeur :
Equitation : Arrêté du 12 septembre 1966.	Moniteur :	Instructeur :	Professeur :
Natation : Loi du 24 mai 1951.	Maître-nageur sauveur : Arrêté du 31 juillet 1951. Arrêté du 15 mars 1958.	Moniteur : Arrêté du 15 février 1961.	Entraîneur : Arrêté du 6 mai 1966.
Judo : Loi du 28 novembre 1955. Décret du 3 mai 1958.	Animateur :	Moniteur :	Instructeur :	Professeur : Arrêté du 25 mars 1959. Arrêté du 1 ^{er} septembre 1959.

Diplômes à deux niveaux.

TITRES ET DIPLOMES	NIVEAU I	NIVEAU II
Escrime : Arrêtés du 4 janvier 1954, du 10 décembre 1954 et du 28 septembre 1954.	Prévôt d'escrime :	Maître d'escrime :
Golf : Arrêté du 17 mars 1967.	Assistant-professeur :	Professeur :
Patinage sur glace : Arrêté du 23 juillet 1966.	Moniteur :	Professeur :
Ski nautique : Arrêté du 22 mars 1965.	Moniteur :	Instructeur :

Niveau unique.

Plongée subaquatique : Arrêtés du 28 septembre 1964 et du 24 février 1967.	Moniteur de plongée subaquatique :
Tennis : Arrêté du 18 février 1965.	Professeur :
Voile : Arrêté du 7 octobre 1965.	Moniteur premier degré :

Office franco-allemand pour la jeunesse.

Par arrêté en date du 21 décembre 1967 :

Sont nommés membres titulaires de l'office franco-allemand pour la jeunesse, en application de l'article 6 de l'accord conclu le 5 juillet 1963 :

M. Basdevant (Jean), ministre plénipotentiaire, directeur général des relations culturelles au ministère des affaires étrangères.

M. de Cornulier (Charly), président de Cotravaux.

M. Crespin (Marceau), directeur de l'éducation physique et des sports au ministère de la jeunesse et des sports.

M. Caviale (Jean), directeur de l'union française des centres de vacances.

M. Estève (Jean), commissaire général des éclaireuses et éclaireurs de France.

M. Grosser (Alfred), professeur à l'institut d'études politiques de Paris.

M. Knapp (Jean), directeur de la coopération au ministère de l'éducation nationale.

M. Maheu (Jean), directeur de la jeunesse et des activités socio-éducatives au ministère de la jeunesse et des sports.

M. Mauche (Bernard), président de la fédération française de volley-ball.

M. Rován (Joseph), publiciste.

Sont nommés membres suppléants de l'office franco-allemand pour la jeunesse :

M. Bourel (François), président du comité de coordination des associations d'échanges internationaux (suppléant de M. Estève).

M. Bordat (Denis), délégué national aux relations extérieures des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (suppléant de M. Caviale).

M. Cayron (Maurice), secrétaire général de l'organisation centrale des camps et activités de jeunesse (suppléant de M. Grosser).

M. Cheval (René), conseiller culturel de l'ambassade de France en Allemagne (suppléant de M. Knapp).

M. Dibie (Jean), sous-directeur de l'éducation physique au ministère de la jeunesse et des sports (suppléant de M. Crespin).

M. Bonissel (René), secrétaire général de la jeunesse au plein air, président des rencontres de jeunes (suppléant de M. de Cornulier).

M. Pailloux (Nelson), président de la fédération française de hand-ball (suppléant de M. Mauche).

M. Poussard (Raymond), ministre plénipotentiaire (suppléant de M. Basdevant).

M. Quvolet (Jean-Claude), conseiller technique chargé des activités socio-éducatives au ministère de la jeunesse et des sports (suppléant de M. Maheu).

M. Theroude (Jean-Yves), vice-président du mouvement rural de jeunesse chrétienne (suppléant de M. Rován).

MINISTÈRE DE L'INFORMATION

Nombre d'emplois d'inspecteur principal à pourvoir par nomination d'inspecteurs centraux (Office de radiodiffusion-télévision française).

Le ministre d'Etat chargé de la fonction publique, le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'information,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 62-257 du 10 mars 1962 relatif aux fonctionnaires des cadres d'extinction de l'office de radiodiffusion-télévision française ;

Vu le décret n° 66-223 du 13 avril 1966 portant statut particulier du corps des inspecteurs de l'Office de radiodiffusion-télévision française, notamment son article 10,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Au titre de l'année 1966, le nombre des emplois d'inspecteur principal pouvant être pourvus par nomination d'inspecteurs centraux, dans les conditions de l'article 10 du décret du 13 avril 1966 susvisé, est fixé au total à deux, dont un pour la branche administrative et un pour la branche technique.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 27 décembre 1967.

Le ministre de l'information,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
LOUIS DELAMARE.

Le ministre d'Etat chargé de la fonction publique,
Pour le ministre d'Etat et par délégation :
Pour le directeur général de l'administration
et de la fonction publique empêché :

Le sous-directeur,
PIERRE GUILBEAU.

Le ministre de l'économie et des finances,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du budget,
Par empêchement du directeur du budget :
Le sous-directeur,
EDMOND RAOUX.